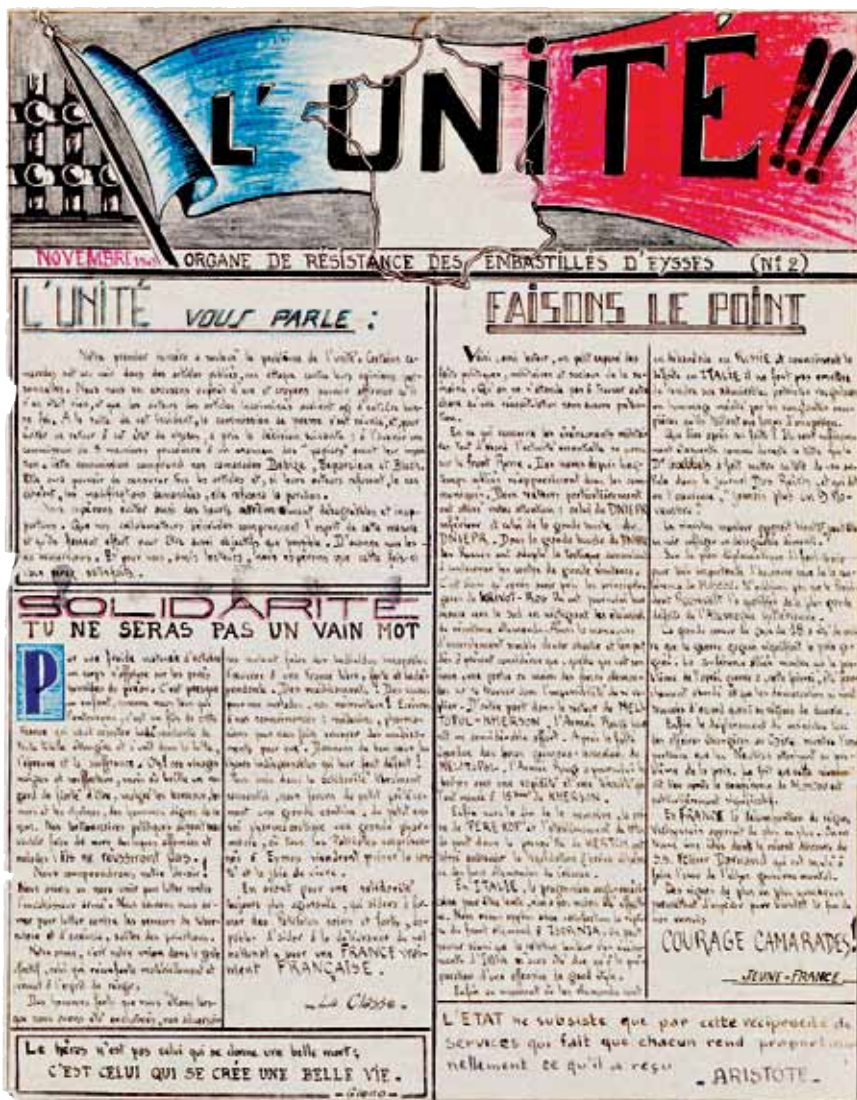


La République d'Eysses

Entre octobre 1943 et le 30 mai 1944, date de leur livraison aux nazis, 1200 résistants de toutes origines et de toutes opinions détenus dans la prison d'Eysses à Villeneuve-sur-Lot, ont poursuivi un extraordinaire combat pour leur dignité et la liberté. Le croissement des témoignages, avec un fonds d'archives très riche, éclaire le fonctionnement de ce que l'on appellera « la République d'Eysses ».



Rédigés le plus souvent à la main en un seul exemplaire, plusieurs titres furent réalisés et diffusés dans la prison. Ici, le deuxième numéro de *L'Unité*. Un autre titre réalisé clandestinement par les détenus, fut *Le Patriote enchaîné*. « *Unis comme à Eysses* » reste le slogan fédérateur de l'Amicale d'Eysses.

Au-delà d'une guerre froide des mémoires visant à réduire Eysses à un simple « noyau-tage communiste », l'épopée de la centrale forgée par une mémoire collective vivace consolidée par un fonds d'archives et de témoignages très riche⁽¹⁾ éclaire le fonctionnement de ce que l'on peut appeler la « République d'Eysses ». À l'image d'une période noire du système pénitentiaire où triomphent l'arbitraire avec ses miliciens et ses cours martiales, se surimpose une rencontre humaniste entre détenus de tous milieux, marqués durablement par leur passage en prison, devenue lieu d'instruction et de réflexion, puisant dans le creuset républicain, tournée vers le renouveau démocratique de la France libérée. Le 26 octobre 1943, une circulaire signée René Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, décide le transfert à la maison centrale d'Eysses, réputée bien gardée dans un environnement rural considéré comme tranquille, de toutes les personnes condamnées par les sections spéciales⁽²⁾ de zone sud et par le tribunal d'État de Lyon, pour menées communistes, terroristes anarchistes ou subversives. Mais dès décembre 1943, plusieurs convois arrivent de Paris et de la zone nord, dont cent prisonniers, transférés de la Santé le 12 février 1944. En février 1944, la centrale surpeulée comptera jusqu'à 1400 détenus, hommes de toutes origines sociales ou géographiques, appartenant à la Résistance dans sa diversité. Si les détenus issus des mouvements communistes sont majoritaires, on trouve aussi des résistants des mouvements Combat, Libération, Franc-Tireur, Buckmaster, etc.

L'esprit d'Eysses

Malgré les divergences stratégiques, politiques, voire les pratiques sectaires, la très grande majorité des détenus se regroupe autour d'objectifs immédiats pour organiser la solidarité, gage de survie. Cet échantillon très représentatif des « politiques » emprisonnés sous le régime de Vichy, uni ici au sein d'un même collectif, mettra au point une organisation résistante perfectionnée à l'intérieur de la prison, comportant un volet militaire, développant

(1) Sources primaires de la Résistance en prison conservées pour l'essentiel au musée de la Résistance nationale, fonds archives nationales : photos clandestines prises en détention, journaux de prison, messages clandestins, mais également de très riches sources pénitentiaires.

(2) Après l'attentat du métro Barbès, le 21 août 1941, l'occupant nazi réclame des représailles au gouvernement de Vichy. Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur et Joseph Barthélémy, ministre de la Justice, fondent alors un tribunal spécial annoncé au *Journal officiel* du 23 août.

un prosélytisme efficace auprès d'une partie du personnel pénitentiaire.

Un rapport établi le 31 décembre 1943 par Joseph Schivo, milicien ami de Joseph Darnand⁽³⁾, promu directeur de la circonscription pénitentiaire, dénonce les libéralités accordées sous la direction de son prédécesseur, Jean-Baptiste Lassalle, qui vient d'être limogé : « *M. Lassalle tolérait que les détenus assurent eux-mêmes leur police sans intervention du personnel et lui présentent périodiquement un cahier de revendications.*

- *Les fouilles des dortoirs et le sondage des barreaux des fenêtres n'étaient plus pratiqués, les détenus ayant donné leur parole de rester calmes et disciplinés...*

- *Les locaux occupés par les détenus étaient ornés d'inscriptions banderoles et décorations diverses ayant un motif patriotique.*

- *Les détenus étaient autorisés à virer les sommes portées à leur pécule au nom de personnes habitant la localité, lesquelles utilisaient ces sommes pour leur procurer des vivres dont il faisaient bénéficier l'ensemble de leurs codétenus... »⁽⁴⁾.*

La reconnaissance par la direction de délégués choisis par les détenus symbolise de fait celle d'un statut politique, traditionnellement concédé par la République, mais toujours refusé sous Vichy. Les acquis vont encore plus loin. Ces prisonniers spéciaux qui par leur discipline et leur détermination, commencent à forcer l'exemple auprès d'une partie du personnel, obtiennent une liberté relative de mouvement et parviennent à occuper des postes clefs. Ainsi Paul Weil, médecin du mouvement Franc-Tireur dirigera l'infirmerie, véritable QG de l'organisation résistante. L'auto/perception est donc davantage celle d'une microsociété libre et solidaire, à l'image de la République proclamée sur la citadelle du Vercors⁽⁵⁾, que d'un bagne.

S'évader pour combattre

L'ensemble des activités réalisées en prison est lancé comme un défi aux autorités répressives. En témoigne ce passage de *L'Unité*, organe de résistance des « *embastillés d'Eysses* » : « *Les cours, les conférences, les*



Un appareil photo entré clandestinement avec la complicité d'un gardien a permis de réaliser plusieurs photos de groupes de détenus de 1943 à janvier 1944, dont celle-ci, prise dans les préaux.

leçons, les fêtes... Voyez messieurs les Vichyssois si le moral d'hommes qui souffrent depuis trois ou quatre ans est atteint ! Ohé Vichyssois, où est votre but ? »⁽⁶⁾.

Le but ultime est de préparer une évasion collective afin de poursuivre le combat de la libération nationale. Les messages clandestins envoyés par le Comité directeur des emprisonnés au GMR⁽⁷⁾ résistant Pierre Déchet alias Denis, responsable de la garde extérieure de la centrale et membre du Front national confirment l'existence d'une organisation de type militaire, prête à être activée le moment venu, malgré ses limites liées à l'état d'hommes emprisonnés depuis longtemps, et au manque d'armes : « *Si le courage ne nous manque pas pour le combat, nous devons tenir compte que le fait d'une inactivité assez grande ne permettra pas d'exiger de nos camarades un gros effort soutenu. D'autre part, la majorité de nos gars méconnaissent pratiquement la manipulation d'armes automatiques* », ⁽⁸⁾ reconnaît la direction du Collectif dans un message clandestin. Seule l'existence réelle d'une organisation suffisamment soudée explique qu'un millier de détenus ait fait échec aux forces de l'ordre venues chercher les internés administratifs pour les transférer en zone nord les 7, 8 et 9 décembre 1943, journées appelées les *Trois Glorieuses*, puis se soit rendu maître de l'ensemble de la détention, en quelques heures et en silence, lors de la tentative d'évasion collective du 19 février 1944. ●●●

(3) Joseph Darnand rallié à Pétain dès 1940 est le fondateur de la Légion française des combattants dans les Alpes-Maritimes, puis, avec des membres du milieu niçois, du Service d'ordre légionnaire d'où sera issue la Milice, fondée en 1943 par Laval pour suppléer à la Gestapo. Engagé dans la Waffen SS le 8 août 1943, nommé secrétaire général au maintien de l'ordre à la demande des autorités nazies, il devient secrétaire d'État à l'Intérieur en 1944. Jugé, condamné à mort, il est fusillé à la Libération.

(4) Archives nationales Fontainebleau, dossier du directeur d'Eysses A. Lasalle, 19 840 465, art. 259.

(5) Dès le 9 juin, verrouillage des accès au plateau du Vercors par la Résistance à l'offensive allemande du 21 juillet 1944, le maquis du Vercors fonctionne comme une zone libérée, associée au gouvernement provisoire de la République française (GPRF). La République libre du Vercors est officialisée le 3 juillet avec une prise d'armes en l'honneur d'Yves Farge, revenu comme commissaire de la République. Le Vercors est alors administré par le Comité de libération nationale du Vercors, présidé par Eugène Chavant, assisté de deux sous-préfets.

(6) *L'Unité* n° 4, novembre 1943 article « Vers le but ».

(7) Garde mobile de réserve. Les GMR étaient conçus à la fois comme préfiguration du renouveau de l'armée française, limitée à 100 000 hommes par l'Armistice, et comme une force de maintien de l'ordre, sur le modèle de la gendarmerie mobile. Appartenant à la police nationale, ils n'avaient donc pas le statut militaire, ce qui, formellement, respectait les termes de la convention d'armistice. Après la Libération, le 7 décembre 1944, les GMR furent dissous et une partie des effectifs fusionnée, après épuration, avec des éléments issus des FFI pour créer, le 8 décembre, les Compagnies républicaines de sécurité (CRS).

(8) Archives de l'amicale d'Eysses, fonds FNDIRP, message clandestin de Mistral à Denis, 30 avril 1944.

16 janvier 1944

Le 16 janvier 1944, est organisée dans la centrale une « fête de la Jeunesse ». Après l'évasion de 54 détenus début janvier, il s'agit de canaliser l'ardeur des jeunes, de contribuer à l'élévation du moral, mais aussi de cimenter l'unité du groupe et de contribuer à sa formation politique. Des compétitions sportives sont organisées dans le préau 3, alors qu'un meeting politique célèbre l'unité de la Résistance sous l'autorité du général de Gaulle, dont un portrait géant est dressé au dessus de l'estrade.

Le détenu n'est plus soumis, silencieux, au garde-à-vous, tondu comme n'importe quel prisonnier de centrale. Bien plus, il redevient, mais à l'intérieur de murs bien gardés, ce qu'il n'est même plus à l'extérieur sous Vichy : un citoyen libre de penser et d'agir. On saisit là une émulation et un bouillonnement bien difficiles à contenir, qui relativisent l'idée d'une utopie dans le projet de se s'évader à 1 200...



●●● Autant d'éléments ayant justifié après guerre sa reconnaissance comme bataillon de Forces françaises de l'intérieur (FFI), unité combattante, cas unique dans l'histoire carcérale.

Le lien avec la Résistance extérieure est rompu en janvier. L'arrivée du milicien Schivo et de ses brimades quotidiennes conduisent les détenus à saisir la première occasion pour déclencher leur plan d'évasion dans l'espoir de rejoindre les maquis environnants. Le 19 février 1944, à l'occasion d'une tournée d'inspection, ils prennent en otage le directeur milicien et l'inspecteur général de Vichy.

Cour martiale

Après plusieurs heures de combat armé, l'alerte ayant été donnée par une corvée de « droits communs », les troupes d'Occupation arrivées sur les lieux ayant menacé de faire sauter la centrale, cette tentative va échouer. Mais son écho est considérable.

Darnand se rend en personne à Eysses pour diriger la répression. Une cour martiale réunie dans la prison

condamne à mort douze résistants, immédiatement exécutés par 72 GMR le 23 février 1944.

Le mur dit des « Fusillés », classé depuis à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, est l'unique lieu de mémoire rappelant aux vivants d'aujourd'hui la France des cours martiales. Prise le 30 mai 1944 par un GMR, une photographie immortalise la livraison par les autorités françaises des 1 200 détenus d'Eysses à la division SS Das Reich⁽⁹⁾. Parmi eux, plus de 400 trouveront la mort dans les camps nazis.

Continuer à résister

Dans les convois comme dans les camps, l'esprit d'Eysses expérimenté en prison sauvera de nombreuses vies. Georges Charpak en témoigne « *En arrivant à Eysses à l'âge de dix-neuf ans, ce qui me fit l'impression la plus profonde fut l'atmosphère de solidarité qui y régnait et avait véritablement transfiguré la réalité de la vie en prison. La richesse et la force que nous avait apportées la pratique de cette solidarité furent encore plus perceptibles en Allemagne, où elle permit aux anciens d'Eysses, en maints endroits, d'être les piliers de la résistance à l'avalissement voulu par le système* »⁽¹⁰⁾.

Le cas d'Eysses n'est pas atypique, mais révélateur. Il synthétise ce qui, à des degrés divers, a été réclamé, conquis et mis en place dans d'autres prisons. Pour beaucoup de résistants passés à Eysses, cette prison fut une école de la vie...

CORINNE JALADIEU, HISTORIENNE



Prise le 30 mai 1944 par un GMR d'une fenêtre de la caserne, cette image immortalise la livraison de 1 200 détenus à la division SS Das Reich.

(9) Cette livraison systématique des politiques aux autorités allemandes au printemps 1944, fait suite aux demandes répétées des Allemands et au manque de confiance en l'administration pénitentiaire française face à la multiplication des évasions. Elle est officiellement décidée par le télégramme chiffré du 31 mars 1944, signé André Baillet directeur de l'administration pénitentiaire.

(10) Bulletin de l'amicale d'Eysses, n° 115, octobre 1974, témoignage de Georges Charpak. Déporté à Dachau, il sera prix Nobel de physique en 1992.